

## DÉCLARATION DE KUALA LUMPUR

### Afrique du Sud

1. Les Chefs de gouvernement voient toujours dans le régime d'apartheid pratiqué en Afrique du Sud une grave menace aux valeurs et aux principes du Commonwealth et ont réaffirmé que son élimination totale demeurerait leur responsabilité collective et leur objectif commun.

2. Les Chefs de gouvernement ont examiné la situation en Afrique du Sud en gardant à l'esprit la possibilité d'un réel changement d'attitude de la part du régime sud-africain, ce que le Commonwealth s'efforce d'obtenir depuis si longtemps. Ces dernières semaines, le régime a consenti à la majorité noire un certain degré d'activité politique pacifique, et à la veille de la présente Réunion, il a libéré de prison huit dirigeants politiques.

3. Ils ont toutefois remarqué que l'état d'urgence demeurerait en vigueur, que le Congrès national africain (ANC), le Congrès panafricain (PAC) et beaucoup d'autres organisations demeureraient interdits, que Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques étaient toujours incarcérés, que beaucoup d'autres étaient toujours détenus sans procès et que les exécutions politiques n'avaient pas cessé. Rien non plus ne laissait croire que le nouveau gouvernement sud-africain était disposé à détruire les fondements de l'apartheid, en particulier le Group Areas Act, le Population Registration Act, la politique de bantoustanisation et le système d'éducation séparée.

4. Les Chefs de gouvernement ont convenu que les signes encourageants qui sont apparus étaient bel et bien le produit d'une combinaison de pressions internes et externes. Dans ce contexte, ils se sont réjouis du rôle que joue actuellement le Mass Democratic Movement par son opposition constante, disciplinée et pacifique à l'apartheid. L'acceptation des manifestations pacifiques leur est apparue importante en ce qu'elle permet de mesurer la sincérité du nouveau gouvernement et de son désir avoué de changement.

5. Envisageant les solutions possibles, les Chefs de gouvernement ont réitéré leur préférence pour un règlement négocié et pacifique et ont réaffirmé à ce propos que le "concept de négociation" proposé par le Groupe de personnalités éminentes (GPE) était toujours valable. Entre autres mesures, ce concept exige

- de la part du gouvernement (sud-africain):